

Ivan Rioufol : "Les 'progressistes' sont à la source des tensions nées d'une politique d'immigration irraisonnée et d'une prétention de l'islam à venir remplir le vide existentiel laissé par les déconstructeurs de l'âme française"



Dans son livre "La guerre civile qui vient", Ivan Rioufol revient notamment sur les origines de la forte tension qui traverse actuellement notre société, ainsi que sur les responsables de cette situation.

Avec Ivan
Rioufol

Atlantico : Selon vous, quel candidat à la présidentielle serait aujourd'hui le plus à même de répondre à cette situation d'extrême tension que vous décrivez dans votre dernier ouvrage, [La guerre civile qui vient](#) (éditions Pierre-Guillaume de Roux)?

Ivan Rioufol : Parlons d'abord des pires des candidats, car ils sont les plus dangereux. **Ils se raccrochent tous à la gauche, Emmanuel Macron y compris bien sûr.** Pour eux, le meilleur moyen d'éviter la guerre civile qui vient est de rendre les armes tout de suite, de refuser l'affrontement, d'accepter les compromissions, les discriminations positives, les repentances, les effacements. Ceux-là assurent, en dépit des innombrables attentats, que la perspective d'une guerre intérieure est un fantasme d'extrême droite. Mais ils savent qu'ils mentent puisqu'ils se disent prêts, en même temps, à mettre toujours plus d'argent pour acheter la paix sociale, au nom de l'apaisement et de la bienveillance. **Le problème est que cette politique angélique, suivie depuis trente ans, a prouvé son inefficacité.** Des centaines de milliards d'euros ont déjà été déversés sur les cités "sensibles", tel un tribut qui fait passer l'Etat pour l'obligé des minorités contestataires. Or, encore dernièrement, des lycées modernes de Seine-Saint-Denis, dont le lycée Suger, ont été le théâtre de violences ahurissantes au cœur même des établissements, menées par des élèves eux-mêmes. Plus la République transige, recule et se désarme, plus elle laisse voir sa faiblesse. Comment des jeunes peuvent-ils respecter une lâcheté institutionnalisée ?

En fait, **il ne faut rien attendre des "progressistes", pour la simple raison qu'ils sont à la source des tensions nées d'une politique d'immigration irraisonnée et d'une prétention de l'islam à venir remplir le vide existentiel laissé par les déconstructeurs de l'âme française, à l'oeuvre depuis cinquante ans.** Les belles âmes ne veulent pas voir la société fracturée, ni le risque d'une guerre civile car elles savent qu'elles en sont à l'origine, par leurs discours sur le respect de l'Autre, leur politique de l'excuse et leur incapacité à imposer le modèle français aux nouvelles minorités, de peur d'apparaître néo-réactionnaires, racistes, islamophobes ou populistes. **Elles sont idéologiquement bloquées et piégées par une lecture quasi-religieuse des droits de l'Homme qui fait croire que chacun peut faire comme bon lui chante, y compris les islamistes sexistes et antisémites, ces nouveaux fascistes.**

Donc, pour répondre à votre question, **le candidat idéal serait celui qui accepterait de rompre avec l'aveuglement du politiquement correct,** qui redoute tout conflit au point de préférer collaborer avec l'adversaire, et qui se dirait déterminé à engager

l'épreuve de force, afin d'éviter justement cette guerre civile qui fourbit ses armes dans des cités en insurrection permanente. Quand je parle d'épreuve de force, j'entends la réaffirmation du droit, de la loi, de l'autorité publique, en dépit des menaces et des intimidations contre les forces de l'ordre et les pouvoirs publics. J'entends aussi le refus de toute concession avec la Charia, la loi islamique, que certains musulmans cherchent à imposer progressivement dans leur communauté à travers le halal, le voile, la non-mixité, etc. J'entends enfin **le recours possible à la force de l'armée et de ses armes si nécessaire** J'observe que **François Fillon, comme Marine Le Pen, ont tous deux parlé récemment de cette perspective de guerre civile** que je décris dans mon livre et qui commence à être admise, y compris par le patron de la DGSJ. Fillon s'est engagé à "*vaincre le totalitarisme islamique*" et c'est une bonne chose. Le Pen veut, elle, plus radicalement interdire le voile dans l'espace public : c'est un débat qu'il faut pouvoir aborder librement. Mais pour l'instant, **la campagne est tellement parasitée que ce thème crucial de la fragilité de la cohésion nationale n'est pas encore clairement posé**. On voit bien que la gauche ne se presse pas pour l'ouvrir et qu'elle fera même tout pour parler d'autre chose, y compris en agitant ses excommunications.

Quelle sont les racines profondes de cette tension ?

Elles peuvent se résumer en **un choc entre la culture occidentale, fatiguée et prête à se soumettre, et le dynamisme revancharde de la culture islamique importée en Europe**. C'est l'un des impensés du discours dominant qui ne veut voir qu'une crise économique et sociale. Ces tensions culturelles, aggravées certes par les relégations territoriales et le chômage, ne sont pas spécifiques à la France, même si elles s'y exacerbent. Une récente étude de l'Institut Montaigne, qui se voulait rassurante, a révélé que 28% des habitants des cités et 50 % des jeunes se réclament de la Charia, c'est-à-dire d'une culture en rupture avec la démocratie libérale et les fondamentaux de la France, à commencer par la laïcité. Mohamed Merah, qui a commis ses crimes il y a cinq ans tout juste, était habité par une haine viscérale de la France et de son passé colonial. Cette même détestation de l'Occident, qui passe d'abord par celle du Juif, se retrouve chez beaucoup de jeunes Français des cités, dont certains ont assassiné 120 autres jeunes sur des terrasses de bistrot des Xe et XIe arrondissements de Paris ou au Bataclan en novembre 2015. **Le rejet de la culture française explique aussi, dans une intensité beaucoup plus basse, la mise à sac du lycée Suger et de la médiathèque par ses élèves**.

Voyez le profond mépris avec lequel Erdogan, "l'islamiste modéré" qui était donné en exemple d'une Turquie démocratique, traite l'Europe qu'il dit vouloir rejoindre. Dans un meeting du 17 mars, l'autocrate turc s'est adressé ainsi à ses "*frères et sœurs en Europe*", vexé de n'avoir pu faire campagne en Allemagne et aux Pays-Bas pour consolider son pouvoir : "*Allez vivre dans les meilleurs quartiers. Conduisez les meilleures voitures. Vivez dans les meilleures maisons. Ne faites pas trois mais cinq enfants. Car vous êtes l'avenir de l'Europe. Ce sera la meilleure réponse aux injustices contre vous*". Le djihad repose toujours sur ce prétexte d'une légitime défense, née de la moindre contrariété. "*Des guerres de religion vont commencer*", a dit plus clairement ces jours-ci le ministre turc des Affaires étrangères, Cavusoglu, en ajoutant : "*Honte à l'Union européenne. A bas vos principes européens, vos valeurs, votre justice (...)* Ils ont ouvert une confrontation entre la Croix et le Croissant, il n'y a pas d'autres explications". Or c'est ce même prêcheur de guerre qui a pu, avec l'autorisation du gouvernement français, tenir dernièrement meeting à Metz. **Cette reculade dit tout de la pusillanimité de la République devant l'islam conquérant et brutal, qui ordonne aux expatriés de ne pas s'assimiler aux populations d'accueil. La guerre civile est dans les plis de la société multiculturelle qui s'est progressivement installée en France**.

Vous mentionnez un combat civilisationnel, quels sont les acteurs de ce combat ?

C'est malheureusement un combat déséquilibré au profit des djihadistes et de leurs "collabos" d'extrême-gauche qui se reconnaissent dans la contestation de l'Occident et de la société libérale et marchande. **L'islam colonisateur est portée par une idéologie qui profite de l'apathie européenne, du somnambulisme des dirigeants**. Eux non plus ne veulent rien voir de ce qu'ils ont favorisé en laissant venir s'installer massivement des populations musulmanes n'ayant aucune intention de se fondre dans la culture d'accueil. La guerre est en France, mais **l'Etat capitulaire laisse encore croire qu'il est possible de se défendre en faisant l'éloge du vivre-ensemble, ou en invitant à allumer des bougies ou à dessiner des petits cœurs**. L'adversaire islamiste est minoritaire, mais il est déterminé, prêt à mourir, et parfaitement conscient des lâchetés de l'adversaire. Il devrait pouvoir être vaincu facilement par une nation bien décidée à défendre ses valeurs. Or il n'en est rien. L'enjeu est pourtant de défendre le monde libre contre un nouveau totalitarisme.

C'est un très beau combat qui est à mener urgemment : celui de la liberté et de la démocratie. Les ennemis sont identifiés : c'est d'abord l'islam politique et ses idiots utiles représentés par l'islamo-gauchisme, qui voit dans le musulman le nouveau prolétaire. Le salafisme et les Frères musulmans sont les matrices de cette idéologie suprémaciste, qui a des convergences avec le nazisme dans son culte du peuple supérieur et dans son antisémitisme coranique. Mais **il est un autre ennemi, plus pernicieux, qu'il s'agit de combattre en même temps : le défaitisme et le relativisme, portés par tous ceux qui sont prêts à baisser les bras pour éviter le conflit et préserver leur confort**. Dans ce combat pour le réarmement moral, toutes les bonnes volontés de la société civile sont appelées en renfort, tant le Pouvoir et les "élites" demeurent pour l'instant abouliques. **Les nombreux Français musulmans acquis à la nation et à la démocratie ont toute leur place, en première ligne dans cette nécessaire résistance**. Ils sont les mieux placés pour dénoncer le totalitarisme qui prétend parler en leur nom, et il est dommage qu'on ne les entende pas encore suffisamment. Ne rien faire serait le plus sûr moyen d'aggraver les conditions d'une future guerre civile. Elle est déjà dans bien des esprits. Mais il n'est pas trop tard. Nous ne pouvons perdre cette guerre qui nous a été déclarée.